



## Lancement du réseau

Mardi 14 juin 2016 au CASC de Bercy

**Présentation des intervenantes**



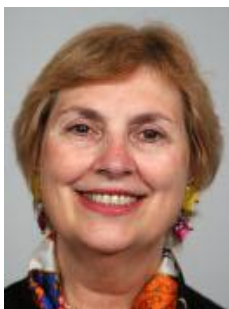
**Isabelle ROUX-TRESCASES, Chef du Service du  
Contrôle général économique et financier**

A sa sortie de l'ENA en 1987, Isabelle ROUX-TRESCASES rejoint, à la direction générale de l'Administration et de la Fonction publique, les services du Premier ministre. En 1989, conseiller technique au cabinet du ministre de la Fonction publique, elle est chargée du statut général des fonctionnaires, de la politique de l'encadrement et de la formation. Elle rejoint, en 1991, au sein du ministère des Finances, la direction générale des Douanes et Droits indirects, puis la direction de la Communication, et la direction générale de la Comptabilité publique comme responsable de la gestion des ressources humaines. Elle a coordonné et piloté, de 2000 à 2002, auprès du secrétaire général du ministère, les projets de modernisation. Chef de service en charge des systèmes d'information et de l'administration électronique à la direction du Personnel, de la Modernisation et de l'Administration des ministères financiers, elle est nommée en 2005 directrice générale adjointe de l'ANPE, puis, en 2007, chef de la mission des audits du contrôle général économique et financier qu'elle crée, et qui intervient notamment auprès des organismes ou opérateurs relevant de l'Etat et des entreprises privées aidées par l'Etat et en audits des ministères économiques et financiers. Elle a exercé, de 2012 à juillet 2014, les fonctions nouvellement créées de déléguée interministérielle pour l'encadrement dirigeant de l'Etat, auprès du secrétaire général du Gouvernement, chargée notamment professionnaliser les nominations, d'assurer une plus grande mixité, et d'accompagner les cadres dirigeants. Depuis juillet 2014, elle est responsable du Contrôle général économique et financier qui exerce des activités de contrôle de près de 550 entreprises, établissements, opérateurs publics relevant de l'Etat, d'audit, de conseil en gestion publique et d'accompagnement des transformations.



**Mylène ORANGE-LOUBOUTIN, adjointe à la  
directrice des ressources humaines du  
secrétariat général**

Diplômée de l'IEP de Paris, Mylène ORANGE-LOUBOUTIN a passé quelques années au ministère de la Justice en tant qu'attachée d'administration centrale puis a rejoint le ministère de l'Economie et des Finances en 1994 à sa sortie de l'ENA. Elle réalise une grande partie de sa carrière à la direction générale des Douanes et Droits indirects, chef du bureau des affaires communautaires générales et de la coopération internationale à la direction générale des douanes et droits indirects (1994-1997) puis chef du bureau des équipements. De 2000 à 2002, elle est auditrice au Conseil d'Etat. En 2002, elle revient à la Douane en tant que chef du bureau de la politique générale du personnel puis sous-directrice de la programmation, du budget et des moyens en 2003, sous-directrice des ressources humaines, des relations sociales et de l'organisation. En 2012, elle est nommée chef de service l'IGPDE, SCN de 180 agents, rattaché à la DRH du secrétariat général des MEF, en charge de la formation continue, des préparations aux concours et de la diffusion des savoirs. Depuis février 2016, elle est chef de service, adjointe de la DRH du secrétariat général des MEF.



### **Françoise CAMET, Contrôleure générale**

Directrice de la formation initiale, permanente et de la recherche de l'École nationale d'administration (ENA) pendant dix ans, Françoise CAMET a rejoint le Contrôle général économique et financier en 2013. Elle est actuellement Contrôleure générale, au sein de la mission Médias – Culture auprès du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Françoise CAMET a commencé sa carrière à la direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), comme cheffe du bureau des produits pétroliers. Elle a ensuite été promue sous-directrice de l'organisation des services et des moyens à cette direction générale puis, directrice adjointe de la direction générale, en charge du personnel et du budget.

Elle a, par ailleurs, été cheffe du service des autorisations télévisuelles au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et, a dirigé pendant 3 ans, Gaz de Strasbourg, une société d'économie mixte de 450 personnes.



### **Hélène CROCQUEVIELLE, directrice générale des Douanes et Droits indirects**

Nommée directrice générale des Douanes et Droits indirects en février 2013, Hélène CROCQUEVIELLE, ancienne élève de l'École polytechnique (1987), diplômée de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) (1992) et de l'Institut d'études politiques de Paris, inspectrice générale de l'INSEE, a commencé sa carrière en tant que responsable d'enquêtes de conjoncture à la direction des études et synthèses économiques de l'INSEE, de 1992 à 1995. Elle a rejoint ensuite la direction du Budget où elle a occupé de 1995 à 2003, diverses fonctions en tant qu'adjointe, puis chef de bureau, sur les secteurs en charge de la prévision des recettes et de l'exécution du budget de l'Etat, puis des retraites, de la politique vieillesse et des anciens combattants, et enfin de la synthèse budgétaire, et du suivi de la politique budgétaire dans le cadre de l'Union économique et monétaire. Nommée sous-directrice à la direction du Budget en 2003, elle est d'abord en charge, jusqu'en 2006, de la 7e sous-direction, compétente sur les secteurs des finances et politiques de l'Union européenne, du soutien au commerce extérieur, des affaires étrangères, de l'aide publique au développement, de l'agriculture et de l'écologie et du développement durable. En 2006, elle prend la tête de la 4e sous-direction en charge de la politique des transports, du logement, de la politique de la ville, de l'aménagement du territoire, de l'écologie, de l'énergie, de l'Outre-mer, de la culture, de la jeunesse, des sports et du tourisme. En juin 2009, Hélène CROCQUEVIELLE a été nommée directrice des ressources humaines au secrétariat général du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer. Depuis le 22 février 2013, elle exerce la responsabilité de directrice générale des Douanes et Droits indirects.



**Patricia DELON, directrice du département  
commercial de la RATP**

Patricia Delon est diplômée de l'ESCP Europe en 1987. Elle a débuté sa carrière chez Henkel France dans le secteur des produits d'hygiène et beauté. Après une expatriation à Singapour, elle a pris la responsabilité du marketing des jeux de tirage à la Française des Jeux, où elle a notamment lancé Euromillions, en partenariat avec les instances dirigeantes des loteries des principaux pays européens.

Elle a ensuite été nommée Directrice Marketing et Commerciale de Club Internet, puis a rejoint en 2008 la RATP. Elle est directrice du Département Commercial de la RATP, membre du Comité de Direction.

Elle y conçoit et implémente la stratégie de service, impulsant une redéfinition de la relation client, mobilisant l'ensemble des services d'exploitation de la RATP. Elle est également Administratrice de deux filiales du Groupe.

Depuis plus de 10 ans, Patricia Delon est en parallèle très active dans la promotion des femmes aux postes de responsabilité. Elle a fondé ESCP Europe au Féminin au sein de l'association des anciens élèves de l'école et, au sein de l'association Grandes Ecoles au Féminin, dirige l'étude 2014, dont le thème est « la mixité, levier de performance dans un monde qui change ».



**Nathalie GREEN, chef du bureau  
Encadrement supérieur de la DGAFP**

Nathalie GREEN est chef du bureau de l'encadrement supérieur au sein de la direction générale de l'administration et de la fonction publique depuis janvier 2016. Ce bureau réalise chaque année un bilan de l'évolution de l'accès des femmes aux plus hautes responsabilités dans la fonction publique. Titulaire du master Affaires publiques de Sciences-Po Paris, Nathalie GREEN a rejoint la DGAFP à sa sortie de l'ENA en 2014, et a occupé précédemment le poste d'adjointe au chef du bureau du statut général et du dialogue social.



**Danièle LAJOURMARD,  
inspecteur général des finances**

Danièle LAJOURMARD, inspecteur général de la finance, née en 1957, titulaire d'une maîtrise de Droit public de l'Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), est, depuis le 1er mai 2002, en fonction au Service de l'Inspection générale des Finances et, depuis 2013, chef de la mission d'audit interne des ministères économiques et financiers. Elle est, par ailleurs, membre de la commission des participations et des transferts de l'Etat, présidente du comité d'orientation stratégique du système d'information financière de l'Etat, membre du conseil de normalisation des comptes publics (CNOCP) et, en son sein, présidente de la commission « Etat et établissements relevant de l'Etat ». Elle a commencé sa carrière dans les services déconcentrés du Trésor (du 15 avril 1976 au 31 mai 1989) où elle a notamment exercé les fonctions de comptable public puis d'inspecteur principal vérificateur. Nommée inspecteur des finances au tour extérieur à compter du 1er juin 1989, elle a effectué des missions de contrôle et de conseil au Service de l'Inspection générale des Finances avant d'être détachée auprès de la direction financière d'EDF (du 1er mai 1994 au 30 avril 2002) pour y exercer des fonctions de chargée de mission puis de directeur d'EDF FINANCES SERVICES, directeur général des filiales financières d'EDF (SAPAR FINANCES et SAPAR CONSEIL). Elle est officier de la Légion d'Honneur et officier de l'Ordre national du mérite.



**Claire WAYSAND, directrice du cabinet du  
ministre des Finances et des Comptes publics**

Inspectrice générale de l'INSEE, diplômée de l'Ecole polytechnique (1988), de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (1993), titulaire d'un master en économie de la London School of economics (1993) et docteur en sciences économiques, Claire WAYSAND a commencé sa carrière à l'Institut national de la statistique et des études économiques en 1993, comme chercheuse puis responsable des enquêtes de conjoncture. Elle rejoint en 1997 la direction du Trésor où elle travaille sur les relations économiques et financières avec les pays émergents, puis sur les questions liées à la construction européenne et aux politiques macroéconomiques jusqu'en 2009. Elle représente à ce titre la France au Comité économique et financier européen (2005-2009), qui prépare les réunions de ministres de finances, et exerce les fonctions d'administratrice de la Banque européenne d'investissement (2005-2009). De 2009 à 2012, Claire WAYSAND travaille au Fonds monétaire international (FMI), où après avoir été chef de mission pour des pays européens, elle assure en particulier la coordination de la Revue stratégique de la surveillance du FMI en 2011. Elle revient à la direction générale du Trésor en 2012, comme directrice générale adjointe et chef économiste. Elle y siège alors dans des comités internationaux (Bellagio Group, WP3) et dans les comités nationaux d'orientation des retraites (COR) et pour l'emploi (COE). Claire WAYSAND devient en août 2013 directrice adjointe du cabinet de Jean-Marc AYRAULT, Premier ministre. Elle est depuis avril 2014 directrice du cabinet de Michel SAPIN, ministre des Finances et des Comptes publics.